

NOTES

Par Michel Wieviorka

LE POPULISME : UN MYTHE QUI SE DÉFAIT

SPIRALES



LE POPULISME : UN MYTHE QUI SE DÉFAIT



Cette note revisite le populisme, non pas comme une idéologie, mais comme un récit mythique : une manière de réconcilier imaginativement ce que la réalité a rendu inconciliable.

Le populisme parle toujours au nom du peuple.

Il s'élève contre les élites, les médiations, les institutions ; il promet une relation directe entre le peuple et le pouvoir.

Cette note met en lumière une logique récurrente : quand les partis s'effondrent, quand la démocratie s'épuise, le populisme prend la parole du vide.

Ni de gauche ni de droite, parfois les deux, parfois d'en haut, parfois d'en bas, il parle d'un peuple pur, menacé, en quête d'unité.

C'est précisément ce qui fait sa force : il réconcilie symboliquement ce que le réel ne parvient plus à tenir ensemble.

Mais cette fonction mythique porte en elle sa propre fin.

Le mythe, en se réalisant, se défait : le populisme meurt de sa victoire.

Quand il accède au pouvoir, il doit composer, se normaliser, se trahir — ou se radicaliser.

Ce n'est pas le populisme lui-même qui est dangereux, c'est son lendemain : celui où le mythe se vide et où le vide réclame un nouvel absolu.



Les approches du populisme se sont multipliées depuis les années 90, et il faut bien reconnaître qu'elles sont singulièrement redondantes. Le plus souvent, quand elles dépassent la taille d'un article de presse et prétendent conceptualiser leur objet au moins quelque peu, elles soulignent deux points principaux. Le premier est que le populisme aurait une histoire, et le second est qu'il serait difficile à définir de manière rigoureuse.

1. Les approches conventionnelles

L'histoire du populisme ? Généralement, et on me permettra ici de ne pas aller dans le détail, elle est inaugurée par le mouvement russe de la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, quand les Nardonicks, des intellectuels des villes qui vont au peuple, dans les campagnes, elle se poursuit à peine plus tard aux États-Unis avec le People's party, dans des États du sud où des petits paysans appauvris contestent la banque, la finance et les entreprises de chemin de fer. Elle se déplace ensuite vers l'Amérique latine des années 40 à 70, avec cette fois-ci des forces politiques qui parviennent au pouvoir en promettant au peuple et à la Nation qu'ils resteront eux-mêmes tout en se transformant, c'est le cas notamment en Argentine avec Juan Peron. Enfin, cette histoire débouche sur la période actuelle, inaugurée dans les années 80 par diverses expériences à forte connotation nationaliste, d'abord en Europe, avec, pionnier, le Front National qui cesse d'être groupusculaire au début des années 80 pour devenir durablement un parti avec lequel il faut compter.



Si ce récit historique est le plus souvent oublieux de parties entières du monde, laissant à tort de côté l'Afrique et l'Asie, il est aussi susceptible de tenir compte plus particulièrement du pays de son auteur. J'ai ainsi rappelé, pour la France les expériences du général Boulanger, le poujadisme des petits commerçants et artisans en lutte contre le fisc dans la première moitié des années 50, ou l'expérience gauchiste des « établis » choisissant le travail en usine ou dans les champs plutôt que les études puis une carrière, universitaire ou autre, autour de 1968.

Ce qui nous conduit à la deuxième caractéristique principale des discours populistes, à savoir qu'ils sont difficiles à raccorder à une théorie robuste : déjà, nous constatons que si le populisme dont on parle le plus est aujourd'hui celui de droite et nationaliste, il peut aussi être nettement marqué à gauche – c'est d'ailleurs un phénomène important en France, avec La France Insoumise, LFI, ou en Espagne, avec Podemos. Le populisme peut aussi conjuguer, étrangement le plus souvent, des éléments de la droite et de la gauche.

Et avoir alors l'allure d'un populisme « du centre », qui peut lui-même être populaire, d'en-bas si l'on veut, comme ce fut le cas en Italie avec le mouvement 5 Étoiles initié par Beppe Grillo, mais aussi d'en haut, porté par un pouvoir -j'en ai fait le reproche au président Emmanuel Macron à propos de son rejet, des médiations et des corps intermédiaires, typique des phénomènes populistes.

Il existe des théorisations du populisme qui proposent le cas échéant une typologie, éventuellement plus élaborée que celle que je viens d'esquisser, qui finalement distingue quatre points cardinaux sur l'échiquier politique, à gauche, à droite, au centre en bas et au centre, d'en haut.



Certaines s'évertuent aussi à caractériser le populisme par un certain nombre de traits distinctifs : importance du leader charismatique, critique des « gros » conduite au nom du peuple, ou des « petits », dénonciation des élites, politiques, médiatiques, économiques, appel à une relation directe entre peuple et le pouvoir, capacité à ne jamais être embarrassé par les contradictions – un même mouvement peut compter des Juifs, ou des Noirs, et véhiculer un antisémitisme ou un racisme puissant par exemple, ou bien encore naviguer entre des conceptions totalement opposées de ce qu'il faudrait promouvoir en matière économique, entre État-providence et redistribution, d'une part, et libéralisme de l'autre. Le populisme comporte aussi généralement une forte capacité à désigner un bouc émissaire.

Souvent aussi, l'analyse associe le populisme à l'idée d'une crise politique. Crise des partis : quand les partis classiques, de gauche ou de droite, sont impuissants, incapables d'assurer le traitement des demandes sociales et leur remontée vers les institutions et l'État, celles-ci se lestent de thématiques identitaires, nationalistes notamment, et versent dans un populisme qui prétend se passer de ces partis.

Crise de la démocratie : quand c'est tout le système politique et institutionnel qui semble inopérant, incluant non seulement les lieux de la représentation politique, mais aussi les appareils d'État concernés par les politiques publiques, puis l'État dans sa totalité, un climat de doute, de soupçon et de rejet des élites se développe aisément, et peut être capitalisé par une ou des forces populistes, qui promettent de réussir là où les acteurs classiques de la vie politique ont échoué.



Enfin, le populisme étant fort répandu depuis la fin du XXème siècle, nombre de publications en dressent la carte, décrivant pays par pays ses spécificités, et procédant le cas échéant à comparaison, généralement sans grand effort de conceptualisation.

2. Changer d'approche. Le populisme comme mythe et l'après-populisme

Les rappels historiques qui viennent d'être proposés, certes à grands coups de serpe, et les quelques remarques plus théoriques qui les suivent ne sont évidemment pas satisfaisants. Le mot « populisme » demeure à ce stade de nos réflexions une catégorie relativement vague du discours journalistique et politique et non un concept de sociologie politique.

Mais considérons plus avant les principales caractéristiques associées généralement aux expériences dites populistes.

Les acteurs parlent au nom d'une totalité, dont les contours posent problème. Ils se veulent le peuple, et en même temps, pour les cas les plus importants aujourd'hui, la nation : est-ce la population entière qui est ainsi désignée, ou s'agit-il d'en exclure certains membres, par exemple les plus riches, ou les plus influents ? Ceux qui pourraient mettre en cause son homogénéité culturelle en sont-ils exclus, les Juifs, et certaines autres minorités, les « immigrés » - une catégorie qui en France mêle étrangers et citoyens ? Bref, l'identité à laquelle renvoie le terme est à géométrie variable -et instable.



Hier le Front National était congénitalement antisémite, aujourd'hui, les dirigeants du Rassemblement national s'en prennent à ceux qui professent la haine des Juifs. Plus généralement, on pourrait signaler bien des transformations au cours des dix ou vingt dernières années dans le discours du FN devenu RN, dans son attitude vis-à-vis des institutions, de l'Europe, de la monnaie commune, etc. Les mouvements populistes, n'étant pas gênés par leurs contradictions, peuvent évoluer, et à grande vitesse.

C'est pourquoi je propose de voir dans leur discours un récit mythique, car un mythe, précisément, résout de façon imaginaire ce qui dans la réalité est inconciliable ou hautement contradictoire. Or un mythe n'est pas éternel, et est toujours susceptible de se défaire. Ce qui débouche sur deux questions importantes : quelles sont les conditions concrètes de l'éclatement d'un mythe populiste, et où cela mène-t-il ?

Les populismes contemporains sont apparus dans des contextes historiques qui tous ont évolué en profondeur. Ils ont trouvé à la sortie des Trente Glorieuses, dans les années 80, 90 et 2000 des conditions favorables à leur éclosion avec, notamment le déclin des industries classiques et de l'emploi qui leur était associé, et l'essor des préoccupations liées à l'immigration qui dans bien des cas cessait d'être de travail pour devenir de peuplement.

Ces conditions lui sont devenues encore plus favorables ensuite, avec l'émergence puis la montée en puissance de l'islamisme et du terrorisme, et la crise croissante du système politique et de la démocratie déjà signalées.



À partir de là, le populisme ne pouvait que se transformer, ce qui pouvait passer par différentes modalités. Dans certains cas, en Grèce par exemple avec le mouvement Aube Dorée, le mythe est devenu idéologie violente concrète, ou a cédé devant elle, il s'est radicalisé sous la forme de la tentation de l'action armée, au plus haut niveau, et souvent, il a laissé apparaître celle d'actes de violence plus ou moins anonymes et de moindre portée, antisémites, anti-immigrés et racistes notamment. Une autre voie a été la radicalisation sans lendemain du discours politique, le soupçon et la dénonciation poussée à l'extrême, l'idéologisation sans réel passage à l'acte, dans l'espoir d'enclencher un processus de type révolutionnaire. C'est ainsi que l'on peut comprendre en France les appels au blocage de tout le pays le 10 septembre 2025. Le populisme débouche ainsi, dans cette perspective, sur autre chose que son discours initial, mais sans perspective politique autre que celle du chaos révolutionnaire, quitte à ce qu'il soit récupéré par une force populiste de gauche, telle LFI, tentant de l'instrumentaliser sans lendemain. Il devient le cas échéant colère populaire, rage parfois.

Les populismes de type nationaliste peuvent suivre ces voies, et d'autres aussi, qui lui sont propres. Ils peuvent se muer en extrémisme, éventuellement susceptible de promouvoir un régime très autoritaire, de type dictatorial, ou, au contraire devenir une force politique institutionnelle, s'inscrivant dans un paysage politique nouveau pour y constituer finalement un élément d'un pôle de droite respectueux de la démocratie représentative.



Ces deux perspectives peuvent naître simultanément de la décomposition d'un mythe national-populiste : en même temps que la force politique qui le portait s'institutionnalise, comme on le voit en France avec le Rassemblement National, ceux qui s'y reconnaissaient auparavant mais qui se sentent désormais oubliés ou trahis se libèrent de tout lien symbolique ou imaginaire avec la partie institutionnelle du mouvement, et s'engagent dans des discours et éventuellement des actions extrémistes, voire violentes.

Les évolutions possibles sont multiples, et la déstructuration du mythe peut donc elle-même être diversifiée, il n'y a pas une seule et unique voie, une « one best way ». Elles sont pour l'essentiel commandées par les transformations relatives au positionnement du mouvement populiste considéré par rapport au pouvoir. Si l'accès y semble possible, proche, voire en cours, le discours populiste doit montrer que l'acteur est prêt ou capable d'exercer réellement le pouvoir, ou d'y participer, dans une alliance par exemple. Les contradictions deviennent intenable, la démagogie ne passe plus, les promesses sont jugées à l'aune du réel. Il faut alors aux acteurs dits « populistes » soit se muer en régime autoritaire, soit devenir réalistes, respectables – et perdre une partie de ce qui faisait le charme du propos populiste. Et pour ceux qui refusent cette institutionnalisation, devenir des opposants radicaux, envisager à la limite l'illégalité, la violence.

Si le pouvoir est en fait inaccessible, priment la rêverie, la démagogie, les promesses ou les appels à l'insurrection, au blocage et autres logiques de rupture. Le populisme devient à la limite un échec, comme ce fut le cas dans le passé pour certains des populistes russes passant au terrorisme, ou se soumettant aux bolchéviques.



3. De l'analyse aux propositions

À mon sens, le chercheur n'est pas un acteur, ni un conseiller du Prince, quel qu'il soit. Ce n'est pas un intellectuel organique. Mais il n'est pas non plus étranger à la vie politique. D'où la perspective qui va être la mienne ici : à partir de la réflexion de sociologie politique qui a été esquissée, examiner quelques pistes auxquelles les acteurs concernés, politiques, associatifs, syndicalistes, travailleurs sociaux, etc., pourraient aborder de façon plus efficace les enjeux auxquels ils sont confrontés du fait de l'existence d'un ou plusieurs « populismes » dans leur société.

Un premier point devrait avoir la force de l'évidence : nous devons en finir avec la paresse, et les facilités qu'offre le recours au vocable de « populisme ». Le mot est un fourre-tout, et de plus il est connoté négativement dans la vie publique.

Un deuxième point touche aux expériences concrètes qu'il sert à qualifier et critiquer. De plus en plus, il faut parler d'extrémisme, d'autoritarisme, de radicalité, de violences, ou au contraire d'institutionnalisation, ce qui renvoie non plus au populisme, mais à l'après-populisme, à des réalités qui témoignent de l'éclatement du mythe. On comprend bien mieux la différence entre le Rassemblement National et la France Insoumise aujourd'hui si, plutôt que d'y voir dans les deux cas du « populisme », on analyse leurs perspectives d'accès au pouvoir, l'insertion institutionnelle de l'un, la radicalisation de l'autre, etc.



D'une certaine façon, la situation française au moment où ce texte est rédigé (automne 2025) est instructive : sans perspective d'accès proche au pouvoir, la France Insoumise s'active pour participer à des contestations radicales (pro-palestiniennes, blocage du 10 septembre 2025) sans impact politique, mais susceptibles de contribuer à un climat insurrectionnel ou révolutionnaire, tandis que le Rassemblement National se montre relativement discret, et tente d'apparaître comme le dernier recours politique démocratique là où les autres forces politiques ont échoué – sa radicalité, dès lors, se masque ou se dissout.

Un troisième point tient aux conditions générales de fonctionnement du système politique : le populisme, dans un premier temps, puis dans un deuxième les fruits les plus toxiques de ses évolutions et de sa déstructuration tiennent aux processus dans lesquels la gauche et la droite classiques ont perdu pied, de façon spectaculaire au fil des quinquennats de François Hollande puis Emmanuel Macron. Personne ne peut dire où et comment ces processus aboutiront -chaos, violences, autoritarisme, extrémisme, rejet généralisé de la politique, etc. Mais l'essentiel nous ramène aux difficultés qu'il y a à faire vivre pleinement l'idée démocratique, qui implique de satisfaire à une double exigence : assurer l'unité du corps social -d'où les références à la nation ou la souveraineté- et permettre le traitement institutionnel, non violent, des débats, des conflits ou des différends qui divisent le même corps social. Un tel traitement n'est pas possible si le pouvoir prétend incarner à la fois la gauche et la droite, « en même temps », il exige que des forces opposées puissent s'exprimer et donner vie à la représentation politique.



Le retour à une gauche et une droite, à redéfinir certes, est une condition absolue pour un après-populisme démocratique. D'une certaine façon, il est urgent que les acteurs politiques du moment agissent de façon non seulement à incarner un camp ou un autre, la gauche, la droite, mais aussi à permettre la reconstruction des deux camps, et non pas de leur seul camp. C'est pourquoi les discours de rupture sont préoccupants : ils considèrent qu'en face, ils s'opposent non pas à des adversaires, avec qui débattre et peut-être négocier, mais à des ennemis qu'il faut soumettre, ce qui rend impossible tout réel traitement démocratique des demandes sociales, économiques ou culturelles qu'ils entendent incarner.

Les mouvements populistes ne sont pas en eux-mêmes fascisants, extrémistes, violents, etc., c'est l'après-populisme qui est susceptible de l'être. Lorsqu'ils s'affichent comme démocratiques, c'est plutôt en récusant la représentation, les partis classiques, les institutions où l'on débat et construit les politiques publiques, à commencer, s'il s'agit d'un pays comme la France, par l'Assemblée nationale. Le populisme est surtout friand de démocratie directe, ce qui s'exprime avant tout sous la forme du référendum, souvenons-nous du mouvement des Gilets jaunes demandant le « RIC », le Référendum d'Initiative Citoyenne. Un référendum peut être l'occasion d'une dynamique permettant à tous les citoyens de réellement s'informer, échanger en amont, réfléchir, comme c'est le cas en Suisse avec les « votations ».



Mais on l'a vu avec la campagne des partisans du Brexit au Royaume-Uni en 2016, il peut aussi autoriser les pires dérives. Un débat solide et argumenté est ici à construire si l'on souhaite envisager pour l'après-populisme de donner plus de place à la démocratie directe sans pour autant affaiblir la démocratie en général, mais au contraire en la renforçant.

Une autre voie envisagée pour améliorer la vie démocratique est celle de diverses formules dites participatives, délibératives, citoyennes. Elle pourrait aider à bâtir un après-populisme acceptable à condition d'être réellement articulée à la démocratie représentative. Les expériences récentes en France, de Conférence citoyenne (sur le climat, puis sur la fin de vie) ont été, de ce point de vue, malheureuses. Remarquables s'il s'agit de leur fonctionnement, et de la façon dont des citoyens tirés au sort ont fait progresser considérablement la réflexion collective, elles ont été presque torpillées par un chef d'État incapable de tenir ses promesses et de prendre vraiment en compte le long et intense travail des citoyens. Si l'on veut voir régresser le populisme, et les formes les plus inquiétantes de sa décomposition, il faut éviter ce type de dérapages, et promouvoir une articulation réelle et efficace de la représentation classique et de la participation/délibération.

Michel Wieviorka, Sociologue

